

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

6.1.7

**Portant opposition au transfert du pouvoir de police de la publicité au président de l'EPCI
compétent en matière de PLUi/RLPi**

Le Maire de la Commune de SAINT-SATUR (Cher),

Vu

- L'article 17 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience,
- L'article L 581-3-1 du Code de l'environnement,
- L'article L 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales,
- La compétence PLU ou RLP exercée par la communauté de communes Pays Fort Sancerrois Val de Loire,

Considérant

- Que conformément aux dispositions de l'article 17 de la Loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, l'exercice de la Police et de la publicité incombera aux présidents des EPCI à fiscalité propre dans la majorité des cas, le cas échéant après une période transitoire pendant laquelle cette compétence aura été exercée par les maires,
- Que les maires exercent le pouvoir de Police de la publicité à compter du 1^{er} janvier 2024 conformément aux dispositions des articles L 581-3-1 du code de l'environnement et L 5211-9-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Que lorsqu'un EPCI à fiscalité propre est compétent en matière de plan local d'urbanisme ou de règlement local de publicité, les maires des communes membres de cet établissement public transfèrent à son président leurs prérogatives en matière de Police de la publicité,
- Que dans un délai de 6 mois, soit avant le 1^{er} juillet 2024, un ou plusieurs maires peuvent s'opposer au transfert du pouvoir de police de la publicité au président de l'établissement public de coopération intercommunale,
- Qu'à cette fin, les maires peuvent notifier, par arrêté, leur opposition au transfert du pouvoir de police de la publicité, au président de l'établissement public de coopération intercommunale,
- Que le président de l'établissement public de coopération intercommunale dispose d'un mois à compter du 1^{er} juillet 2024 pour renoncer au transfert du pouvoir de police de la publicité,
- Que la notification de l'opposition mettra fin au transfert du pouvoir de police de la publicité et que le maire conservera ses pouvoirs à compter du 1^{er} août 2024,

ARRETE

Article 1 : Le maire de la commune de SAINT-SATUR, Monsieur Christian DELESGUES, s'oppose au transfert du pouvoir de police de la publicité à Monsieur Laurent PABIOT Président de la Communauté de Communes Pays Fort Sancerrois Val de Loire.

Article 2 : Le maire de la commune de SAINT-SATUR, conservera ses compétences en matière de police de la publicité à compter du 1^{er} août 2024.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché, publié le cas échéant, notifié au Président de la Communauté de Communes Pays Fort Sancerrois Val de Loire et transmis à la Préfecture du Cher.

Fait à SAINT-SATUR, le 26 mars 2024

Christian DELESGUES
Maire de SAINT-SATUR

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal Administratif d'Orléans dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification et réception par le Préfet.



Accusé de réception d'un acte en préfecture

Objet de l'acte : Arrêté de Police n° 032-2024

Date de décision: 26/03/2024

Date de réception de l'accusé 28/03/2024

de réception :

Numéro de l'acte : A0322024

Identifiant unique de l'acte : 018-211802335-20240326-A0322024-AR

Nature de l'acte : Arrêtés réglementaires

Matières de l'acte : 6 .1 .7

Libertés publiques et pouvoirs de police

Police municipale

autres

Date de la version de la 29/08/2019

classification :

Nom du fichier : arrete de police 032.2024.pdf (99_AR-018-211802335-20240326-A0322024-AR-1-1_1.pdf)